

Document

Cafouillage autour du MES, le futur fonds de secours européen

(lexpansion.com)

2 juillet 2012

La Finlande et les Pays-bas reviennent sur l'accord du 28 juin. Ces deux pays veulent empêcher le MES d'acheter des obligations publiques sur le marché secondaire.

L'élargissement du rôle du Mécanisme européen de stabilité (MES) était l'une des avancées les plus importantes du dernier sommet européen. Mais déjà, les difficultés commencent: la Finlande s'oppose à ce qu'il achète de la dette sur le marché secondaire et son entrée en vigueur a été repoussée. Quant à la possibilité que le MES recapitalise directement les banques, entérinée par le sommet de la zone euro dans la nuit du 28 au 29 juin, elle reste elle aussi entourée d'inconnues.

Le Premier ministre finlandais a jeté un pavé dans la mare lundi en annonçant que son pays, tout comme les Pays-Bas, empêcherait le MES d'acheter sur le marché secondaire des obligations d'Etats fragilisés. "A l'avenir, l'unanimité est nécessaire pour décider de tels achats et il semble que cette unanimité ne soit pas possible en raison de l'opposition néerlandaise et finlandaise", indique un rapport présenté au Parlement par le Premier ministre, Jyrki Katainen. Un porte-parole a expliqué qu'une telle intervention "n'aurait aucun sens".

Le communiqué final du sommet indiquait vendredi, sans entrer dans les détails, que la Banque centrale européenne avait donné son accord pour servir d'agent du fonds de secours afin de "conduire des opérations sur les marchés de manière efficace". Une intervention sur les marchés de la dette correspondait notamment à une demande de l'Italie pour faire baisser la pression sur ses taux d'intérêts obligataires. "Rien n'a été décidé pour l'instant, qu'il s'agisse d'intervention sur le marché primaire ou secondaire" et il est "prématuré d'entrer dans les détails", a temporisé lundi un porte-parole de la Commission européenne, Simon O'Connor, interrogé sur la position finlandaise.

Il a cependant rappelé que si l'unanimité s'applique en règle générale, l'accord d'un groupe de pays représentant 85% du capital du MES est suffisant "quand une décision urgente est nécessaire pour préserver la stabilité de la zone euro". Or, la Finlande et les Pays-Bas réunis représentent à elles deux bien moins de 15% du capital. M. O'Connor en a profité pour rappeler que l'unanimité est requise pour permettre la recapitalisation directe des banques par le MES. Cette possibilité, entérinée dans la nuit de jeudi à vendredi, répond à une demande de l'Espagne, soucieuse d'éviter que le plan de sauvetage de ses banques n'alourdisse sa dette publique au point de la rendre insoutenable.

Mais les conclusions du sommet rappellent qu'une telle intervention doit être assortie de "conditions adéquates" formalisées dans un programme, ou mémorandum. Or ces conclusions "ne clarifient pas ce que signifient des conditions adéquates ni comment les déterminer en pratique", souligne Janis Emmanouilidis, du centre de réflexion European Policy Center. Enfin, la recapitalisation directe des banques "ne sera possible que quand une supervision unique du secteur bancaire sera en place, et cela prendra du temps", souligne Carsten Brzeski, analyste de la banque ING.

Une chose semble certaine, la recapitalisation directe des banques "ne nécessitera pas un changement du traité" établissant le MES, a affirmé M. O'Connor. Une nouvelle qui tombe bien, vu le retard qu'a déjà pris le processus de ratification. Le MES ne peut commencer à fonctionner que s'il a été ratifié par suffisamment d'Etats pour représenter 90% de son capital, soit 80 milliards d'euros dans un premier temps et 500 milliards à terme. Mais plusieurs grands pays de la zone euro, comme l'Italie et l'Espagne, ne l'ont pas encore ratifié, empêchant son entrée en vigueur comme prévu le 1er juillet. Et le président allemand Joachim Gauck n'apposera sa signature que d'ici quelques semaines, pour laisser le temps à la Cour constitutionnelle d'examiner toutes les plaintes éventuelles. En attendant, c'est par le FESF, qui dispose encore de 200 milliards d'euros, que transitera l'aide à l'Espagne, avant que le MES, appelé à le remplacer définitivement d'ici un an, ne prenne le relais.